

PRESSE ET STATISTIQUES

■ La Presse en 1979

■ Evolution depuis 1965

**BULLETIN DE DOCUMENTATION STATISTIQUE
SUR LA PRESSE • EDITE PAR LE SERVICE
JURIDIQUE & TECHNIQUE DE L'INFORMATION**

n° **7**
1981

ANNEE DE CONSTAT : 1979

Document réalisé par le
 Département de la Documentation,
 de l'Informatique et de la Prévision
 du
 Service Juridique et Technique
 de l'Information - (S.J.T.I.)
 69, rue de Varenne - 75700 PARIS
 Tél. 556.87.16

Directeur du S.J.T.I. : M. Bertrand COUSIN

SOMMAIRE

	Page
° Avis aux lecteurs	2
° <u>PREMIERE PARTIE : I - LA METHODOLOGIE</u>	
1 - Les innovations	4
2 - Les réponses à l'enquête	4
3 - L'interprétation des résultats	5
4 - Les calculs de complémentation	6
5 - L'avenir de l'enquête	7
6 - L'historique	7
° <u>DEUXIEME PARTIE : II - L'EVOLUTION DE LA PRESSE</u>	
1 - Liens entre la réalisation d'une revue et l'analyse des résultats	10
A. Les frais d'achat de papier	10
B. Les frais d'impression	11
C. Les autres frais	11
D. Les recettes de publicité	11
E. Les recettes de vente	12
2 - Le recensement des publications	13
3 - Evolution économique et financière	18
a. Tirage et diffusion	18
b. Consommation de papier	18
c. Chiffre d'affaires brut de vente	19
d. Résultats d'exploitation	20
1) - Recettes nettes	20
2) - Dépenses	21
e. Conclusions	22
4 - La place de la presse dans l'économie et son évolution	23
a. Chiffre d'affaires de la presse en % du PIB	23
b. Achats de périodiques par habitant	24
c. Tirage et consommation de papier	25
d. Les résultats d'exploitation	26
5 - Synthèse sur les tendances d'évolution de la presse française à moyen terme..	34
a. Les quotidiens	34
b. Les périodiques	34
c. L'avenir de la presse	35
° ANNEXES : GRAPHIQUES	36 à 41

Tous les demandes d'exemplaires ou de renseignements complémentaires, doit être adressés au :

AVIS AUX LECTEURS

.....

Département de la Documentation,
de l'Informatique et de la Prévision

Service Juridique et Technique
S.J.T.I. - 13, J.T.I.

Les présents résultats sont relatifs à la situation économique de la presse en 1979 et retracent son évolution par rapport à 1978, d'une part et depuis 1965 d'autre part.

Leur présentation diffère de celle des années précédentes.

Cette nouvelle présentation résulte de la réorganisation informatique du Service Juridique et Technique de l'Information, et de la refonte du questionnaire intervenue en 1980, en liaison avec les organisations professionnelles qui a permis, au prix d'un allongement des rubriques, une collecte d'informations extrêmement riche.

Cependant, la plupart de ces renseignements ne pourra être exploitée avant un temps relativement long : la réalisation des nouveaux programmes de traitement et l'interprétation des résultats supposent des moyens en personnel qualifié dont le service n'a pas disposé en 1981.

C'est pourquoi cette année, les résultats de l'enquête portant sur 1979 ne recensent que les rubriques analysées dans les études antérieures. Encore faut-il être extrêmement prudent dans leur interprétation :

il ne peut s'agir pour le moment que de résultats provisoires et partiels, à considérer plutôt comme des indicateurs de tendance.

Les résultats relatifs à 1979 seront d'ailleurs repris dans le numéro 8 de "PRESSE ET STATISTIQUES", qui portera sur 1980, mais aussi sur la période antérieure.

Le département de la Documentation, de l'Informatique et de la Prévision du S.J.T.I. sera très heureux de répondre aux questions que ces résultats pourraient appeler de la part des lecteurs, ou de recueillir les suggestions relatives à leur présentation.

Toute demande d'exemplaires ou de renseignements complémentaires, doit être adressée au :

Département de la Documentation,
de l'Informatique et de la Prévision
du
Service Juridique et Technique
de l'Information - (S.J.T.I.)
69, rue de Varenne - 75700 PARIS
Tél. 556.87.16 de 9h30 à 12h30
et de 14h30 à 18h00

oooo

REMARQUE SUR LA COMMUNICATION AU PUBLIC
DES DONNEES DE L'ENQUETE STATISTIQUE

L'enquête étant effectuée dans le cadre de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, les réponses des directeurs de publication au questionnaire d'enquête sont confidentielles et ne peuvent être communiquées.

*

*

*

2 - LES RESULTATS A L'ENQUETE

Le retard pris dans l'envoi du questionnaire n'a pas permis au S.J.T.I. de procéder à la relève habituelle. Les deux relèves consécutives ont uniquement concerné les publications les plus importantes, le nombre de retards a donc été important. L'ensemble des données est en attente de l'année dernière. Toutefois, la relève des données

PREMIERE PARTIE

I - LA METHODOLOGIE

1 - LES INNOVATIONS

Outre le contenu et la présentation du questionnaire adressé en 1980, de nombreuses modifications ont été apportées aux traitements, à l'occasion de leur réécriture complète imposée par le changement d'ordinateur. Afin d'être en mesure de se faire une idée réelle de l'évolution de la presse d'une année sur l'autre, il a fallu convertir les données de 1978, pour les rendre compatibles avec l'application d'un traitement informatique identique à celui dont ont fait l'objet les données 1979.

Les tableaux habituels ne seront sans doute plus publiés sous la même forme. Dès que le Service Juridique et Technique de l'Information aura pu procéder aux actualisations nécessaires, l'analyse des diverses grandeurs caractérisant la presse écrite distinguera les variations dues à l'évolution du nombre de publications, de celles résultant en moyenne des changements constatés par titre.

A la suite de nombreuses remarques convergentes, les prochains tableaux comporteront pour certains non seulement des cumuls d'ensemble mais encore des moyennes par titre. En effet, il s'avère que les divers utilisateurs, intérieurs ou extérieurs au S.J.T.I., sont souvent contraints de faire eux-mêmes cette conversion, chacun pour son compte.

2 - LES REPONSES A L'ENQUETE

Le retard pris dans l'envoi du questionnaire n'a pas permis au S.J.T.I. de procéder à la relance habituelle ; les deux relances consécutives ont uniquement concerné les publications les plus importantes. Le nombre de retours a donc été légèrement inférieur à celui de l'année dernière. Toutefois, le volume des données

relatives aux publications qui ont fait l'objet d'une exploitation, est très supérieur à leur importance en nombre. Ceci confirme que la grande presse a bien mieux répondu à l'enquête S.J.T.I. qu'au cours des années précédentes, sans doute à cause de l'intérêt qu'a suscité dans les milieux professionnels la modernisation de cette enquête et le changement de la présentation du formulaire, réalisé en liaison avec les organisations professionnelles et mieux adapté aux périodiques émanant d'éditeurs de métier. L'importance croissante des problèmes de communication et l'avènement des nouveaux médias, ont sans doute aussi motivé les éditeurs qui ont compris l'intérêt que présentent pour eux la collecte et la réunion d'informations intéressantes aussi bien les pouvoirs publics que la presse elle-même. Enfin, le taux de réponse des groupements, associations, mouvements divers éditant un bulletin est également supérieur au taux avant relance de l'année précédente.

Le S.J.T.I. a aussi entrepris depuis un an une nouvelle classification de la totalité de la presse éditée dans notre pays, qui, au-delà de la classification UNESCO, bien connue des éditeurs et des correspondants, prend en compte la diversité de l'aspect physique, du style et du contenu des publications, tout en différenciant les types d'éditeurs, de publics, etc...

En septembre 1981, 6 à 7 000 titres sur les 17 000 recensés étaient déjà classifiés et saisis en ordinateur, l'entrée en fonctionnement de la banque de données sur les périodiques étant prévue courant 1982.

3 - L'INTERPRETATION DES RESULTATS

Elle doit rester très prudente. En effet, les modestes moyens du S.J.T.I. en personnel spécialisé n'autorisent qu'une très lente "actualisation" des fichiers informatiques dont la constitution a été entamée en 1980.

Il convient de noter que certaines options de traitement (pondérations, ventilations, reconstitutions, ...) ont dû être prises. Le département de la Documentation, de l'Informatique et de la Prévision du S.J.T.I. peut éventuellement communiquer les modes de calculs précis employés. Ce sont surtout les renseignements

économiques relatifs aux comptes d'exploitation des périodiques qui sont difficiles à appréhender dans la mesure où, d'un côté, les éditeurs de métier ne disposent souvent que de données comptables relatives à l'ensemble de leurs publications, voire de leurs diverses activités, difficiles à ventiler, et, d'un autre côté, dans la mesure où les éditeurs qui n'en font pas profession sont la plupart du temps bien en peine de fournir des données comptables précises, la publication qu'ils éditent pouvant se fondre en effet au sein d'autres activités plus importantes mais étrangères à l'édition.

4 - LES CALCULS DE COMPLEMENTATION
.....

Les statistiques établies par le S.J.T.I. sont réputées exhaustives ; elles visent à prendre en compte la totalité des titres entrant dans le champ de l'enquête et ayant paru pendant l'année considérée, y compris ceux -généralement peu nombreux et peu importants- qui, soit négligent de répondre à l'enquête, soit fournissent des réponses incomplètes.

Pour ces derniers, il est procédé, cas par cas, à des évaluations selon des méthodes d'extrapolation adaptées à chacune des rubriques retenues :

a) Frais de papier

Calcul du prix moyen au kilo dans les sortes considérées sur la base des déclarations de l'ensemble du fichier et application de ce prix au tonnage consommé dans le cas considéré.

b) Frais d'impression

Calcul du prix de revient moyen pour l'impression d'un kilo de papier, selon les techniques d'impression utilisées sur la base des déclarations de l'ensemble du fichier et multiplication de ce prix par le nombre de kilos de papier consommé dans le cas considéré.

c) Autres frais

Calcul du coût moyen à l'exemplaire sur la base des déclarations constatées dans le fichier pour l'ensemble des titres relevant du même groupe "catégorie/périodicité" que le titre considéré et multiplication de ce coût par le tirage annuel du titre considéré, après pondération par le rapport des poids moyens à l'exemplaire respectifs (titre considéré/ensemble du groupe).

d) Recettes de publicité

Calcul de la recette moyenne à l'exemplaire sur la base des déclarations constatées dans le fichier pour l'ensemble des titres

relevant du même groupe "catégorie/périodicité" que le titre considéré (à l'exclusion de ceux qui, par nature, n'ont pas de recettes publicitaires) et multiplication du chiffre obtenu par le tirage annuel du titre considéré, après pondération par le rapport des poids moyen à l'exemplaire respectifs (titre considéré/ensemble du groupe).

e) Recettes de vente

Calcul de la recette théorique brute selon la méthode indiquée plus loin (page 12) et pondération par le rapport recettes nettes/recettes théoriques brutes constatées dans le fichier pour l'ensemble des titres appartenant au même groupe "catégorie/périodicité" que le titre considéré.

Enfin, en cas de défaut total de réponse, il est procédé à une reconstitution individuelle des données utiles soit à partir d'éléments recueillis hors enquête (déclarations d'imprimeurs, de papetiers, piges publicitaires etc...) soit en actualisant les données fournies lors de l'enquête précédente si tel est le cas.

5 - L'AVENIR DE L'ENQUETE

C'est ce qui précède qui a conduit le S.J.T.I. à réaliser l'enquête 1981 sur l'année 1980 à l'aide de deux questionnaires dont le plus simple a été envoyé à la presse associative ou émanant d'organismes à but non lucratif, afin de faciliter la tâche de ceux qui ont à y répondre. Les questionnaires 1982 sur 1981 iront encore plus loin dans ce sens.

6 - HISTORIQUE DE L'ENQUETE STATISTIQUE ANNUELLE SUR LA PRESSE

Les déclarations des directeurs de quotidiens et périodiques prévues par les arrêtés des 29 juillet 1946 (1) et 9 août 1950 (2),

(1) J.O. du 03 août 1946, p. 6887

(2) J.O. du 12 août 1950, p. 8549. Voir aussi circulaire d'application du 30 septembre 1950 parue au J.O. du 1er octobre 1950, p. 10201.

complété par l'arrêté du 21 mai 1951 (3), avaient pour principal but le contrôle, par l'administration, de la consommation de papier et l'estimation des besoins de la presse en la matière, dans une période de relative pénurie.

C'est le Service juridique et technique de la presse rattaché à la Présidence du Conseil par décret du 17 Novembre 1947, dénommé par la suite Service juridique et technique de l'information -S.J.T.I.- (article 1er du décret du 28 Septembre 1956), qui a mis sur pied une enquête annuelle auprès des directeurs de journaux et publications dans le but "d'acquérir une connaissance statistique aussi complète que possible de l'ensemble de l'activité de presse en France, aussi bien dans ses structures que dans ses aspects économiques"(4).

Les premiers questionnaires envoyés étaient peu développés. Les premières archives conservées remontent à 1957. L'exploitation de l'enquête était prise en charge par l'I.N.S.E.E. et la première statistique globale relative à l'année 1958 fut publiée dans l'Annuaire statistique de la France en 1961.

Au début des années 60, l'enquête évolue : le questionnaire est développé, le S.J.T.I. prend en main la plupart des opérations, tandis que l'exploitation informatique de l'enquête est assurée par les Nouvelles messageries de la presse parisienne (N.M.P.P.) ; les résultats annuels font l'objet de tableaux ronéotypés dressés par le S.J.T.I. à partir de 1961. La publication des résultats est toujours assurée par l'Annuaire statistique de la France.

Une nouvelle évolution se produit dans les années 70 : en 1971, la création d'une cellule informatique dotée d'un ordinateur de bureau permet au S.J.T.I. de gérer et traiter totalement l'enquête : le fichier de base des quelques 15 000 titres de publication est automatisé ; enfin, en 1974, est créé le bulletin "Presse et Statistiques" édité par le S.J.T.I., qui paraît une fois par an et publie les résultats de l'enquête d'une part, et les commentaires de ces résultats d'autre part.

Le questionnaire est adressé (en général du début du mois d'avril) aux directeurs des publications relevant des dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse ; l'unité statistique interrogée est donc l'écrit périodique, défini par son titre, et l'ensemble des renseignements collectés le sont donc à ce niveau.

(3) J.O. du 23 mai, p. 5291.

(4) Article de M. Joseph DUTTER, ancien chef de la Division des études statistiques et du traitement informatique au S.J.T.I., sur "Les statistiques de presse du Service Juridique et Technique de l'Information", dans la revue "Administration", n° 102, déc. 1978, p. 60.

DEUXIEME PARTIE

L'enquête est exhaustive ; elle couvre la totalité des titres édités en France, soit environ 15 000, quels que soient leur importance, leur mode de confection, (imprimés ou simplement ronéotypés), la langue dans laquelle ils sont rédigés (française ou étrangère) ou le public auquel ils sont destinés.

Le taux de réponse est de l'ordre de 85 %.

Les principales variables sont :

- d'ordre physique : il s'agit essentiellement du tirage, des modes de diffusion, de la consommation de papier par qualités, des procédés d'impression utilisés,
- d'ordre économique : l'enquête prend en compte trois postes de charges (frais d'achat de papier, frais d'impression, autres frais) et deux postes de recettes (recettes de publicité et recettes nettes de vente).

La restitution des résultats collectés donne lieu à des regroupements selon trois codes principaux :

- code géographique, permettant en particulier une ventilation Paris-Province.
- code périodicité (quotidiens, hebdomadaires, mensuels, trimestriels, autres).
- code sujet principal (classification UNESCO).

Les résultats ainsi obtenus sont édités sous forme d'un ensemble de tableaux statistiques mis à la disposition du public, et intégrés au bulletin annuel de documentation "Presse et Statistiques" où ils sont commentés.

En 1981, le S.J.T.I. a renouvelé son équipement informatique et espère exploiter plus complètement et plus rapidement les résultats grâce à de nouveaux programmes de traitements à caractère scientifique et statistique, ainsi que par une restructuration de ses fichiers en banques de données.

*

*

*

DEUXIEME PARTIE

II - L'ÉVOLUTION DE LA PRESSE

1 - LIENS ENTRE LA REALISATION D'UNE REVUE ET L'ANALYSE DES RESULTATS

Le questionnaire d'enquête comporte trois grands postes de dépenses :

- a) - Les frais d'achat de papier
- b) - Les frais d'impression
- c) - Les autres frais groupés

et trois postes de recettes significatifs :

- d) - Les recettes de vente
- e) - Les recettes de publicité
- f) - Les recettes de petites annonces

Les autres recettes de presse sont en effet marginales.

A. Les frais d'achat de papier :

Ce poste devrait renseigner sur la valeur du papier -toutes qualités confondues- correspondant aux quantités effectivement consommées pour la fabrication de l'ensemble des numéros imprimés au cours de l'année considérée, à l'exclusion des achats faits pour constitution de stocks. Mais il n'est pas certain que cette restriction soit toujours scrupuleusement observée dans les réponses obtenues, et il est probable que certains chiffres fournis représentent le montant total des achats de papier effectués dans l'année, tels qu'ils figurent dans les écritures comptables, c'est-à-dire déduction non faite de la valeur du stock. L'incidence sur les résultats reste cependant négligeable, tant en raison de la faiblesse relative des quantités stockées que par suite du phénomène de compensation, constamment répété, qui s'établit évidemment d'une année sur l'autre, au sein de chaque entreprise.

Les publications, pour la plupart (ce sont souvent aussi celles qui n'ont qu'un faible poids économique) ne possèdent pas leur propre imprimerie, et sont imprimées à façon ; de ce fait, les éditeurs ne connaissent pas (sauf s'ils achètent eux-mêmes leur papier) la valeur du papier utilisé pour la fabrication de leur titre, parce que la facture de l'imprimeur n'en fait pas état.

Dans ce cas le questionnaire n'est renseigné que pour le poste "frais d'impression", dont le montant comprend, bien entendu, la valeur du papier consommé. Il est alors procédé, lors du dépouillement de l'enquête, à une ventilation de ce chiffre sur des bases théoriques.

B. Les frais d'impression :

Ils comprennent l'ensemble des charges (à l'exclusion du papier) pouvant être rattachées à la fabrication du journal ou du périodique considéré. Par nature, les frais d'impression se composent donc à la fois de salaires (représentant la part la plus importante) et d'achats de matières et fournitures diverses (encres, plomb, etc...). Par fonction, ils regroupent les frais relatifs à la composition, au clichage, au tirage, au brochage, etc...

C. Les autres frais :

Le poste "autres frais" concerne les charges d'exploitation ne relevant pas des deux catégories qui précèdent, et représente pratiquement le solde du compte d'exploitation pour les charges. Y sont donc inclus d'une part l'ensemble des frais d'administration, de messageries, d'affranchissement, de téléphone, d'entretien etc... et d'autre part, les frais de rédaction. Ces derniers-qu'on a coutume d'appeler le "coût intellectuel" de la presse, par opposition aux coûts techniques- constituent d'ailleurs la part la plus importante du poste "autres frais". On peut admettre que, globalement, la charge salariale (salaires + charges sociales) représente plus de 50 % du montant des frais autres que techniques (voir page 26).

D. Les recettes de publicité :

Ces recettes concernent toutes formes de publicité, c'est-à-dire, outre la publicité commerciale classique (publicité de marques), les spectacles, restaurants, les publi-reportages, les petites annonces, le carnet, etc... ainsi que les annonces judiciaires et légales. Mais les chiffres sont fournis le plus souvent globalement et aucune ventilation ne peut être faite avec précision pour dégager la part qui reviendrait à chacune de ces formes de publicité.

D'autre part, le questionnaire 1980 sur l'année de constat 1979 distingue entre les recettes brutes (c'est généralement le cas lorsque le journal assure sa propre régie publicitaire) et les recettes nettes (si la régie est confiée à une agence). Mais il arrive également que les chiffres fournis comprennent pour partie des recettes nettes et pour partie des recettes brutes. C'est le cas notamment pour certains quotidiens régionaux qui, tout en étant leur propre régisseur de publicité, confient la régie de "l'extra-locale" à une agence extérieure à l'entreprise.

Il en résulte que les valeurs totalisées représentent des montants qui se situent à un niveau intermédiaire entre les dépenses publicitaires brutes investies dans le "support presse", et les ressources réelles nettes que ce dernier en tire.

E. Les recettes de vente :

Les réponses fournies dans les questionnaires sous cette rubrique englobent l'ensemble des sommes encaissées par les journaux du fait de leur vente, quel que soit le mode de diffusion employé (vente au numéro, directe ou par revendeurs, abonnements).

Les statistiques qui en résultent prennent en compte les commissions versées et distinguent donc, en principe, le produit net de la vente et le produit brut, commissions non déduites.

Les questionnaires fournissent par ailleurs des informations sur le volume des ventes (en pourcentage par rapport au tirage) et sur les différents prix pratiqués (au numéro et par abonnement). Ceci rend possible un calcul de "recettes théoriques brutes" (c'est le produit du nombre d'exemplaires vendus dans l'année par le prix unitaire, compte tenu des variations éventuelles de ce dernier). Mais les chiffres ainsi obtenus ne peuvent être considérés que comme des valeurs théoriques, car non seulement ils n'ont pas le caractère de véritables données comptables, mais encore leur calcul s'effectue parfois à partir d'indications plus ou moins approximatives (questionnaires insuffisamment renseignés).

Ils n'en permettent pas moins, pris globalement, une connaissance suffisamment précise de la dépense des ménages en matière de presse écrite.

D'autre part, on peut considérer que la différence entre les recettes théoriques brutes de vente ainsi calculées et les recettes déclarées dans les questionnaires et qui correspondent aux sommes encaissées par les entreprises, représente, "grosso modo", les frais de vente (ristournes et commissions aux agents de diffusion et de vente).

2 - LE RECENSEMENT DES PUBLICATIONS

- Le nombre total de titres recensé en 1980 s'élève à 16 503 dont 2 281 publications nouvelles. Le nombre de disparitions enregistré a été de 1 107 ; ces chiffres sont à rapprocher de ceux de 1979 : 15 329, dont 1 943 créations et 1 120 disparitions.

Ils expriment la poursuite de l'effort de recensement entrepris en 1979 par le Service Juridique et Technique de l'Information, effort poursuivi en 1980 et 1981, ainsi qu'ont pu le constater les éditeurs de périodiques en recevant le questionnaire annuel que leur a fait parvenir le S.J.T.I., et où il leur était demandé de communiquer la liste complète de leurs publications.

En retranchant les titres secondaires et les fonds communs (publications à titres différents mais émanant d'un même éditeur, et à contenu et présentations identiques, hormis une ou quelques pages d'intérêt local), on compte 14 632 titres principaux constituant une véritable unité d'édition.

Le nombre des publications inscrites à la Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse (C.P.P.A.P.) est passé de 10 733 en 1978 à 11 023 en 1979, soit 290 titres de plus (+ 2,7 %).

38 % d'entre eux ont leur siège à Paris intra muros et
62 % en province ou dans la périphérie parisienne.

Ces chiffres sont donnés sous toutes réserves, dans la mesure où ce n'est qu'en 1982 que le S.J.T.I. connaîtra mieux le nombre d'inscrits.

- Les principales créations et disparitions de titres enregistrées depuis le début de l'année 1978 se trouvent mentionnées ci-après, dans l'ordre chronologique :

A . Créations de titres1)- QUOTIDIENS :1 9 7 8 :

- U.D.F. 1 (2 octobre 1978)

1 9 7 9 :

- Le Matin Dimanche (29 avril 1979)
- Forum International (10 mai 1979)
- Le Figaro Dimanche (16 septembre 1979)
- France-Soir Dimanche (14 octobre 1979)
- Le Quotidien de Paris (reaparution le 29 novembre 1979,
après cessation provisoire le 28 juin 1978)

2)- HEBDOMADAIRES :1 9 7 8 :

- Le Cinéphile (janvier 1978)
- Salut (4 janvier 1978)
- Familles Chrétiennes (20 janvier 1978)
- Beautés du Monde (23 janvier 1978)
- Afrique Actuelle (10 février 1978)
- France Foot 2 (31 mars 1978)
- Football Hebdo (31 mai 1978)
- Moyen Orient Sélection (juin 1978)
- Comment ça marche (26 septembre 1978)
- Il était une fois l'homme (29 septembre 1978)
- Encyclopédie Alpha du Cinéma (septembre 1978)
- Les Années Quarante (4 octobre 1978)
- Les Grands Musiciens (4 octobre 1978)
- Libérés (octobre 1978)
- Figaro Magazine (octobre 1978)
- L'Hebdo (octobre 1978)
- Midi-Hebdo (octobre 1978)
- La Semaine (25 octobre 1978)
- L'Echo de la Suisse Normande (novembre 1978)

1 9 7 9 :

- Mégaphone (janvier 1979)
- Bateau Flash (18 janvier 1979)
- Qui ? Police (janvier 1979)
- A la Une (23 février 1979)
- Super As (février 1979)
- L'Evènement (mars 1979)
- Maintenant (12 mars 1979)
- Oxygène (mars 1979)

- Télé-Orange (21 mars 1979)
- Matin-Dimanche (29 avril 1979)
- Super-Télé (7 mai 1979)
- Transport-Hebdo (10 mai 1979)
- Le Juridique Comtois (juin 1979)

3)- BI-MENSUELS :

1 9 7 8 :

- Télécom Magazine (janvier 1978)
- Music-Média (20 janvier 1978)
- A.P. 13 (1er février 1978)
- Feuilletts du Praticien (avril 1978)
- Courants (avril 1978)
- Astrapi (1er octobre 1978)
- Foot Ile-de-France (octobre 1978)
- Maya L'Abeille (14 octobre 1978)
- Tennis-Info (décembre 1978)

1 9 7 9 :

- U.D.F. Scope (15 janvier 1979)
- Loisirs Hébergement (février 1979)
- Aquitaine Habitat (13 mars 1979)
- Le Capitole Corrèzien (mars 1979)
- Vos Chiens (avril 1979)
- Idée Magazine (mai 1979)
- Le Journal de L'Automobile (novembre 1979)

4)- MENSUELS :

1 9 7 8 :

- A Suivre (janvier 1978)
- F. Magazine (9 janvier 1978)
- Saga (18 janvier 1978)
- France Clima (février 1978)
- Agriculture Demain (2 février 1978)
- Le Socialiste de Nancy (3 février 1978)
- Castor Junior (24 février 1978)
- Indicateur Bertrand Provence Côte d'Azur (25 février 1978)
- L'Histoire (Mai 1978)
- Eh Bien Raconte (5 mai 1978)
- Futurs (22 mai 1978)
- Lili Aggie Magazine (26 mai 1978)
- Le Monde de la Musique (29 mai 1978)
- Star Magazine (9 juin 1978)
- Album Magazine (27 juin 1978)
- En Forme (août 1978)

- Environnement et Cadre de Vie (septembre 1978)
- Espace et Civilisation (septembre 1978)
- Microsystèmes (septembre 1978)
- Il (septembre 1978)
- Goldorak (septembre 1978)
- Commode (8 septembre 1978)
- Les Visiteurs du Mercredi (13 septembre 1978)
- Montagne Magazine (octobre 1978)
- Alpinisme et Randonnée (20 octobre 1978)
- En Direct (octobre 1978)
- Double Action (novembre 1978)
- Connaissance de La Pêche (novembre 1978)
- Faire Bleu (novembre 1978)
- L'Essor de Midi-Pyrénées (décembre 1978)
- Le Nouveau Footy (décembre 1978)
- Le Comité d'Entreprise (décembre 1978)
- Vital (décembre 1978)

1 9 7 9 :

- Patrimoine (4 janvier 1979)
- Mieux Vivre (26 janvier 1979)
- Architecture (janvier 1979)
- Où (28 janvier 1979)
- La Poste (janvier 1979)
- Pratique/Maison Jardin (février 1979)
- Toute la Musique (février 1979)
- Auto Verte (1er mars 1979)
- L'Ecole de Cuisine (20 mars 1979)
- Musique (9 mars 1979)
- Tribune Socialiste (8 mars 1979)
- Formule I Magazine (20 avril 1979)
- Atout Carreau)
- Atout Coeur) (3 mai 1979)
- Atout Trèfle)
- Atout Pique)
- Footing (10 mai 1979)
- Mes Achats - Mes Loisirs (mai 1979)
- Le Temps de Lire (28 mai 1979)
- Le Journal des Français à L'Etranger (novembre 1979)

B . Cessations de parutions

1)- QUOTIDIENS :

1 9 7 8 :

- Le Point du Jour (26 avril 1978)
- Le Quotidien de Paris (28 juin 1978 - il a commencé de paraître de nouveau le 29 novembre 1979)
- Le Quotidien des Agents de Change (1er septembre 1978)

2)- HEBDOMADAIRES :1 9 7 8 :

- Top Télé (janvier 1978)
- Elu par Vous (mars 1978)
- Beautés de La France (mars 1978)
- Les Echos de La Médecine (avril 1978)
- Politique Hebdo (mai 1978)
- Le Breton Socialiste (juin 1978)
- La Gazette du Poitou (octobre 1978)

1 9 7 9 :

- La Semaine Media (juin 1979)
- Nord Economique (octobre 1979)

3)- BI-MENSUELS :1 9 7 9 :

- Aménagement (septembre 1979)
- Diagnostics (septembre 1979)
- Neuilly Contacts (septembre 1979)

4)- MENSUELS :1 9 7 8 :

- Comment (janvier 1978)
- La Profession Dentaire (février 1978)
- Saga (mars 1978)
- Bâtiment Rhône-Alpes (avril 1978)
- Le Guide des Arts (mai 1978)
- Le Miroir de L'Athlétisme (mai 1978)
- Fouineuse (juin 1978)
- Football Magazine (août 1978)
- L'Avenir du Morvan (octobre 1978)
- Information Jeunesse (septembre 1978)
- Klapperstei 68 (novembre 1978)

1 9 7 9 :

- Des Femmes en Mouvement (janvier 1979)
- Initiative Nationale (janvier 1979)
- Savoie Léman (janvier 1979)
- Mairies Nouvelles (février 1979)
- Vacances Magazines (février 1979)
- Où (mai 1979)
- Antirouille (fin juin 1979)
- Macroscopies (septembre 1979)
- Skate France International (septembre 1979)
- Zones industrielles de France (septembre 1979)
- Aquitaine des Pays et des Hommes (septembre 1979)

3 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

a. Tirage et diffusion

Le tirage total annuel de l'ensemble de la presse (inscrits et non inscrits à la C.P.P.A.P.) a été en 1979 de 7,28 milliards d'exemplaires contre 7,3 milliards l'année précédente (soit, pratiquement, - 1 %).

Analysée par classe de périodicité, cette variation des tirages entre 1978 et 1979 apparaît comme suit :

	<u>Tirage annuel</u>
- Quotidiens	- 1,1 %
- Hebdomadaires	- 0,4 %
- Autres périodiques	- 1,2 %
- Ensemble	<u>- 0,9 %</u>

Rappelons qu'en 1977, une légère augmentation (+ 2,9 %) avait été observée, pour la première fois depuis 1972 ; cette tendance s'était trouvée confirmée en 1978 (+ 2 %). Il semblerait que le tirage total annuel ait à nouveau légèrement régressé. Il convient vraisemblablement d'attendre les résultats de l'enquête 1981 sur l'année 1980 pour apprécier la signification réelle de cette faible variation.

La diffusion constatée est la suivante (en milliards d'exemplaires par an) :

- Quotidiens	3,57	soit	- 1,6 %
- Hebdomadaires	2,32		- 0,3 %
- Autres périodiques	<u>1,39</u>		<u>- 0,2 %</u>
- Ensemble	7,28		- 1,0 %

b. Consommation de papier

Globalement et toutes qualités confondues, la consommation de papier par la presse semble avoir dépassé, comme en 1977 et 1978, le million de tonnes, rejoignant ainsi les records de consommation enregistrés pendant les années 1969, 1973, 1977 et 1978. L'augmentation de la consommation a été de 2,2 % par rapport à l'année 1978 pour l'ensemble de la presse.

d. Ressources d'exploitation

1° REVENUS BRUTS

Pour le même ensemble de titres, les revenus totaux bruts (qualifiés et totaux) se sont élevés, en chiffres ronds, à 16,4 milliards de francs en 1979 contre 14,4 milliards en 1978, soit une progression de 13,9 %.

Notre questionnaire relatif à l'année 1979 a eu pour nombreuses modifications portant sur les éléments d'exploitation, en vue de respecter la présentation des comptes économiques avec celle de l'année 1978.

c. Chiffre d'affaire brut de vente

Le chiffre d'affaire théorique brut de vente pour l'ensemble de la presse recensée inscrite à la C.P.P.A.P. (11 023 titres) a été, en 1979, de 14,8 milliards de francs contre 13,0 milliards en 1978, soit une progression de 13,8 %.

Analysé par classe de périodicité, ce chiffre d'affaires se décompose et varie comme suit (en milliards de francs) :

PERIODICITE	1 9 7 8	1 9 7 9	VARIATION
- Quotidiens	4,5	5,1	+ 13,3 %
- Hebdomadaires	4,8	5,4	+ 12,5 %
- Périodiques	3,7	4,3	+ 16,2 %
	_____	_____	_____
Ensemble :	13,0	14,8	+ 13,8 %

Ces résultats, approximatifs, sont plutôt à considérer comme des ordres de grandeur (voir en effet leur mode de calcul en II - 1 - E p. 12). Ils traduisent néanmoins l'augmentation plutôt élevée du prix moyen pondéré au numéro des périodiques (2,55 F contre 2,29 F en 1978), les quotidiens ayant vu leur prix grimper d'environ 15 % en moyenne, contre 8,5 à 10 % pour le reste des publications.

d. Résultats d'exploitation

1)- Recettes nettes

Pour ce même ensemble de titres, les recettes totales nettes (publicité et vente) se sont élevées, en chiffres ronds, à 16,4 milliards de francs en 1979 contre 14,4 milliards en 1978, soit une progression de 12,8 %.

Notre questionnaire relatif à l'année 1979 a subi de nombreuses modifications portant sur les éléments d'exploitation, en vue de rapprocher la présentation des questions économiques avec celle du Plan Comptable des entreprises de presse ; comme en 1979, sur l'année de constat 1978, les commissions sur ventes et abonnements ont été séparées au sein des charges d'exploitation. En conséquence, le montant des recettes de ventes et abonnements était demandé en valeur brute (commissions incluses) et non en valeur nette.

L'ensemble de ces recettes, ventilées par classe de périodicité, se détaille comme suit (les recettes relatives à l'année 1978 sont indiquées entre parenthèses) :

PERIODICITE	PUBLICITE	VENTES	RECETTES TOTALES
- Quotidiens	2,9 (2,6)	3,5 (3,2)	6,4 (5,8)
- Hebdomadaires	2,1 (1,8)	3,5 (3,1)	5,6 (4,9)
- Autres	1,4 (1,2)	3,0 (2,5)	4,4 (3,7)
Ensemble :	6,4 (5,6) (+ 13,9 %)	10,0 (8,8) (+ 12,1 %)	16,4 (14,4) (+ 12,8 %)

(Rappelons que les recettes de publicité incluent les petites annonces).

Bien que faisant paraître une situation meilleure que l'an dernier, la comparaison de ces chiffres (arrondis) doit être maniée avec prudence. Tout au plus peut-on dire que la situation constatée semble cerner un peu mieux la réalité économique.

Le poids relatif de la grande presse, très élevé, a amplifié l'amélioration de la précision de ses réponses, car le questionnaire 1980 était plus détaillé et plus adapté à ses règles comptables.

2)- Dépenses

Globalement, les dépenses sont estimées à 15,7 milliards de francs en 1979 contre 13,9 milliards en 1978, soit une progression de 12,9 %.

Ces dépenses se répartissent entre les principaux postes de charges à raison de :

- 19 % pour les frais d'achat de papier
- 31 % pour les frais d'impression
- 50 % pour les autres frais, comprenant notamment les salaires.

La comparaison de ces chiffres avec ceux des deux années précédentes montre que la répartition des dépenses entre ces trois grands postes de charges est restée sensiblement la même.

La très faible variation enregistrée, n'est pas significative, du fait notamment du changement de présentation du questionnaire. La part des frais d'achat de papier semble avoir légèrement progressé, ce qui pourrait trouver une explication dans les augmentations de la consommation de papier, et du prix du papier, qui ont été supérieures à celle des salaires.

Cette évolution se trouve d'ailleurs confirmée par les pourcentages de variation indiqués ci-après, donnant les taux d'augmentation des trois grands postes de charges pour l'ensemble de la presse, entre 1978 et 1979.

- Achats de papier : + 16,1%
- Frais d'impression : + 12,2%
- Autres frais : + 11,5%
- Ensemble des charges : + 12,6%

La ventilation de ces dépenses par classe de périodicité s'établit comme suit (en milliards de francs) pour 1979, ces chiffres arrondis n'ayant qu'une valeur indicative :

PERIODICITE	PAPIER	IMPRESSION	AUTRES FRAIS	DEPENSES TOTALES
- Quotidiens	1,2	2,0	3,5	6,7
- Hebdomadaires	1,1	1,5	2,6	5,2
- Autres	0,7	1,3	1,7	3,7
-----	-----	-----	-----	-----
Ensemble :	3,0	4,8	7,8	15,6

e. Conclusions

Les résultats qui viennent d'être exposés conduisent aux observations suivantes :

1)- Les recettes publicitaires

Après les résultats plus que médiocres de 1975 (+ 4,0 % pour les quotidiens, et + 5,8 % pour les hebdomadaires) et la flambée de 1976 (+ 20,7 % pour les quotidiens et + 24,7 % pour les hebdomadaires), un nouveau renversement de la courbe avait été constaté en 1977 puisque les recettes publicitaires n'avaient progressé que de 9,9 % pour les quotidiens et de 12,8 % pour les hebdomadaires; ce renversement qui ne s'était pas confirmé en 1978, semble se poursuivre à nouveau en 1979. En effet, les quotidiens, selon les données recueillies, auraient amélioré leurs recettes de 11,6 % environ, ce qui est légèrement supérieur à l'érosion monétaire, tandis que l'augmentation des hebdomadaires se rapproche des 17 %, l'augmentation d'ensemble enregistrée avoisinant les 14 %. La variation des recettes publicitaires des autres périodiques semble avoir suivi, grosso modo, la dérive générale des prix (10,8 %).

Au total, les résultats sont en hausse relative pour les quotidiens (+ 11,6 %) et, en nette amélioration pour les hebdomadaires (+ 16,7 %), situation qui prolonge la tendance observée en 1978.

2)- Les recettes de ventes

Malgré, peut-être, la très légère baisse de tirage relevée, les recettes de ventes ont crû d'environ 12 %. Il se confirme, au vu de l'augmentation de leurs recettes de ventes, que les hebdomadaires semblent recueillir de plus en plus la faveur des lecteurs. L'enquête 1981 dira si cette tendance se confirme en 1980.

3)- Le solde d'exploitation

Il reste, cette année encore, nettement positif, ce qui, en dépit du caractère conventionnel du montant constaté, laisse à penser que la situation économique globale de la presse entrant dans le champ de l'enquête reste satisfaisante.

4 - LA PLACE DE LA PRESSE DANS L'ECONOMIE ET SON EVOLUTION

a. Chiffre d'affaire de la presse en % du produit intérieur brut (I)

Sur la période de référence 1965-1979, la place de la presse dans l'économie française qui tendait à décroître, s'est stabilisée depuis 1975 : la croissance de la production, en valeur, du secteur édition-presse, plus lente que celle de l'ensemble de la production française jusqu'en 1975, semble suivre maintenant le même rythme. Le tableau (1) ci-dessous permet d'illustrer ce phénomène.

/TABLEAU 1/

C.A. de la presse en % du PIB	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
	0,97	0,95	0,97	0,97	0,98	0,93	0,90	0,92	0,91	0,88	0,87	0,87	0,87	0,87	0,87

Le taux de 0,98 % du PIB en 1969 correspond à un sommet dont les causes tiennent à la fois au tirage élevé de cette année et à la hausse du prix de vente des quotidiens de près de 60 % qui est intervenue entre le 3ème trimestre 1968 et le 3ème trimestre 1969.

Ce secteur est traditionnellement sensible aux fluctuations conjoncturelles de l'économie, notamment du fait de sa dépendance à l'égard de la publicité et des matières premières.

En effet, en période de crise, les industriels ont tendance à réduire les publicités sur les biens de consommation et les offres d'emploi; les journaux subissent donc une perte grave qui s'ajoute à la hausse des coûts de production que l'augmentation des prix de ventes à l'exemplaire ne compense pas. Il apparaît toutefois que depuis 1975, la presse n'est plus aussi défavorisée par rapport à la moyenne nationale. Ceci s'explique sans doute par le fait que l'ensemble des secteurs d'activité subit maintenant les effets de la crise mondiale. On peut penser aussi qu'en cette période troublée, la propension à s'informer des Français a augmenté, peut-être par suite d'un désir plus vif de suivre l'évolution de la situation politique mondiale, ou, au contraire, de rechercher une détente et une certaine évasion par la lecture de périodiques. L'augmentation de la presse spécialisée de loisirs (voir supra: 2 - le recensement des publications) semble confirmer ce phénomène, ainsi que l'évolution récente des achats de périodiques par habitant, analysée ci-après.

(I) Chiffre d'affaire obtenu en totalisant les recettes de publicité et les recettes théoriques brutes de ventes. Celles-ci sont égales au produit du nombre d'exemplaires diffusés par le prix moyen pondéré de l'exemplaire.

b. Achats de périodiques par habitant

L'évolution est résumée dans le tableau (2) ci-dessous
(voir aussi le graphique I):

/TABLEAU 2/

* Achats de pér./hab.	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
* en francs courants	62,3	65,2	71,7	84,8	92,9	98,6	107,1	121,9	135,9	155,2	175,6	195,2	217,3	246,2	276,7
* en francs constants	62,3	62,5	66,9	75,6	77,8	78,6	80,9	86,7	90,0	90,4	91,6	92,9	94,5	98,2	99,6
* Nombre de (I) périodiques/hab	125	126	127	121	122	122	122	119	121	114	110	111	114	116	114
* Coût du périodique	0,50	0,50	0,53	0,62	0,64	0,64	0,66	0,73	0,74	0,79	0,83	0,84	0,83	0,85	0,87
* En % de la consommation privée par habitant	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0

(I) Calculé à partir de la diffusion réelle (y compris les gratuits)

Le montant des achats de périodiques par habitant, obtenu en divisant les recettes théoriques brutes de ventes (qui représentent le montant effectivement payé par les consommateurs) par le nombre d'habitants, est en augmentation constante : il a plus que quadruplé en 15 ans. En francs constants, il a augmenté de plus de 50 %. Le français dépense donc nettement plus en quotidiens, périodiques et revues diverses qu'il y a 15 ans. Après avoir chuté 2 fois brusquement d'environ 5 % en 1968, puis en 1974, le nombre moyen de périodiques acheté par chaque français est en légère mais constante augmentation. La comparaison de ces deux tendances indique donc que le français accepte de dépenser nettement plus, pour lire un nombre légèrement inférieur de périodiques ; la presse semble donc présenter au total pour le lecteur de 1979 un attrait accru qu'elle n'avait pas pour la demi-génération précédente.

Si l'on compare cette évolution à celle qui ressort de la seconde ligne du tableau ci-dessus, on constate que si en 1965 on pouvait acheter 125 périodiques pour 62,30 F, les 175,60 F dépensés en 1975 ne correspondent plus qu'à un achat de 110 titres, soit 15 de moins que dix ans auparavant, et les 277 F environ dépensés en 1979 correspondent à un achat de 114 titres, soit 5 de plus qu'en 1975, et 10 de moins qu'en 1965.

L'augmentation constatée des achats de périodiques par habitant depuis 15 ans, tient exclusivement à l'augmentation des prix de vente des périodiques, sans augmentation des achats en volume, celui-ci allant, au contraire, en décroissant globalement sur la période.

Notons enfin toutefois que la part de la presse dans le montant de la consommation privée par habitant (5e ligne du tableau) reste tout à fait constante; la conclusion qui s'en dégage, semble bien être une confirmation du phénomène de découragement des habitudes d'achat de périodiques qu'entraînent les augmentations successives des prix de vente.

c. Tirage et consommation de papier

/TABLEAU 3 / - Tirage et consommation de papier

	en millions de francs														
	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
* Tirage total annuel (en milliards d'ex)	6,78	6,90	7,02	6,76	6,93	7,00	7,08	6,89	7,06	6,77	6,51	6,59	6,76	6,90	6,84
* Consommation de papier (1.000 T)	885	904	942	911	1005	963	973	988	1064	900	863	889	947	990	1012

/TABLEAU 4 /

	en indices - base 100 en 1965														
	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
* Consommation de papier	100	102,1	106,4	102,9	113,5	108,8	109,9	111,6	120,2	101,7	97,5	100,5	107,0	113,5	116,0
* Tirage total annuel	100	101,8	102,5	99,7	102,2	103,2	104,4	101,6	104,1	99,8	96,0	97,2	99,7	103,8	102,3
* Salaires (imprimerie)	100	105,7	111,8	124,2	138,3	150,3	164,0	177,7	189,4	239,0	275,4	313,1	354,2	400,0	449,8
<i>En francs constants</i>	100	101,2	104,3	110,8	115,8	119,8	123,9	126,4	125,2	139,3	143,6	149,0	154,1	159,6	161,6
* Prix du papier journal (*)	100	100	101,7	107,1	107,1	114,4	119,4	120,2	124,6	191,3	226,3	217,5	218,7	284,0	322,7
<i>En francs constants</i>	100	95,8	94,9	95,6	89,7	91,2	90,2	85,5	82,6	111,5	118,0	103,5	95,1	113,3	116,2

(*) Indices calculés en tenant compte de l'incidence réelle de l'augmentation sur l'exercice considéré.

Il ressort de l'examen des tableaux 3 et 4 ci-dessus et du graphique II que les évolutions respectives du tirage et de la consommation de papier sur les 15 dernières années, pour l'ensemble de la presse, ont été sensiblement parallèles, l'amplitude des variations de

consommation étant toutefois nettement plus élevée que celle du tirage. Ceci montre que lorsque le tirage varie, le poids de l'exemplaire varie dans le même sens mais dans des proportions supérieures. Il est permis de penser qu'en toute logique, lorsque les éditeurs ressentent par exemple une demande accrue de leur lectorat, ils sont enclins, non seulement à gagner de nouveaux lecteurs en augmentant le tirage pour ne pas perdre des ventes, mais encore à étoffer leurs publications pour accroître la valeur ajoutée. A l'inverse, un éditeur qui souhaiterait réduire ses charges d'exploitation aura tendance à diminuer d'abord la pagination de sa revue, la diffusion ne présentant pas la même élasticité ni la même souplesse.

Remarquons enfin que ces dernières années la consommation de papier a retrouvé après une chute très sensible en 1974 le niveau maximum observé sur la période, si l'on excepte le niveau record de 1973 ; pendant ce temps, le tirage, au bout du compte, n'a que peu varié et tend au contraire à une certaine stabilité.

d. Les résultats d'exploitation

α) - Les charges

L'évolution des charges depuis 1965 (papier, impression, autres charges) se trouve résumée dans le tableau 5 ci-dessous (voir aussi graphique III) :

/TABLEAU 5 / - Ventilation des charges par nature

	En millions de francs														
	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
* Frais d'achat de papier	753	779	815	841	959	1095	1120	1164	1304	1719	1860	1954	2279	2555	2967
Part dans l'ensemble des charges	19 %	19 %	19 %	18 %	18 %	19 %	18 %	17 %	17 %	20 %	20 %	18 %	18 %	18 %	19 %
* Frais d'impression (I)	1369	1493	1602	1649	1866	1871	1979	2174	2463	2704	2889	3333	3753	4316	4842
Part dans l'ensemble des charges	36 %	36 %	37 %	36 %	35 %	33 %	32 %	33 %	33 %	31 %	30 %	31 %	30 %	31 %	31 %
* Autres frais	1735	1881	1932	2153	2424	2678	3006	3322	3773	4203	4754	5647	6465	7032	7841
Part dans l'ensemble des charges	45 %	45 %	44 %	46 %	46 %	47 %	49 %	50 %	50 %	49 %	50 %	51 %	52 %	51 %	50 %

(I) Ces chiffres comprennent, dans certaines réponses, une partie des frais d'achat de papier.

Comme chacun a pu le constater, les charges de la presse ont crû notablement au cours des 15 dernières années, en francs courants. Elles ont crû également en francs constants, comme en témoignent les tableaux 6, 7 et 8.

/TABLEAU 6 / - Ventilation par nature des charges en indices et en francs courants

INDICES 1965 = 100	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
. Frais d'achat de papier	100	1034	1082	1117	1274	1454	1487	1546	1732	2283	2470	2595	3027	3393	3940
. Frais d'impression	100	1091	1170	1204	1363	1367	1445	1588	1799	1975	2110	2435	2741	3153	3537
. Autres frais	100	1084	1113	1241	1397	1543	1732	1915	2175	2422	2740	3255	3726	4053	4519
. Charges totales	100	1077	1127	1204	1361	1464	1583	1727	1955	2236	2464	2834	3239	3605	4058

/TABLEAU 7 / - Ventilation par nature des charges en francs constants et en indices

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
. Frais d'achat de papier	100	1004	1020	1006	1072	1158	1122	1101	1148	1331	1288	1234	1317	1353	1419
. Frais d'impression	100	1059	1103	1085	1147	1089	1090	1131	1192	1152	1100	1168	1192	1257	1274
. Autres frais	100	1052	1049	1118	1176	1229	1307	1364	1441	1412	1428	1549	1621	1617	1627
. Charges totales	100	1046	1062	1085	1146	1166	1195	1230	1295	1304	1285	1348	1409	1438	1461

/TABLEAU 8 / - Variations annuelles en francs courants

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
. Frais d'achat de papier	-	+ 3,4%	+ 4,6%	+ 3,2%	+ 14,0%	+ 14,1%	+ 2,3%	+ 3,9%	+ 12%	+ 31,8%	+ 8,2%	+ 5,0%	+ 16,6%	+ 12,8%	+ 16,1%
. Frais d'impression	-	+ 9,1%	+ 7,3%	+ 2,9%	+ 13,1%	+ 0,3%	+ 5,8%	+ 9,8%	+ 13,3%	+ 9,8%	+ 6,8%	+ 15,4%	+ 12,6%	+ 15,0%	+ 12,2%
. Autres frais	-	+ 8,4%	+ 2,7%	+ 11,4%	+ 12,6%	+ 10,5%	+ 12,2%	+ 10,5%	+ 13,6%	+ 11,4%	+ 13,1%	+ 18,8%	+ 14,5%	+ 8,8%	+ 11,5%
. Charges totales	-	+ 7,7%	+ 4,7%	+ 6,7%	+ 13,0%	+ 7,5%	+ 8,1%	+ 9,1%	+ 13,2%	+ 14,4%	+ 10,2%	+ 15,0%	+ 14,3%	+ 11,3%	+ 12,6%

- La nature de charges qui croît le plus rapidement est le poste des "autres frais", qui recouvrent dans cette étude essentiellement les frais de personnel et les frais de gestion.

Selon les tableaux 4 et 7, il est frappant de constater que, globalement sur la période de référence, sans avoir suivi exactement l'évolution des salaires de l'imprimerie (voir graphique IV),

l'évolution des autres frais lui a été pratiquement identique. Ceci tend à montrer que la partie hors salaires, des "autres frais et charges", a suivi une évolution parallèle ; on peut peut-être expliquer ce phénomène par le fait que, papier excepté, la presse ne consomme pratiquement pas de matières premières mais, essentiellement, des "services" du secteur tertiaire ayant des activités connexes (agences de presse, journalistes, ...), qui ajustent le tarif de leurs prestations en fonction de l'évolution des salaires de l'imprimerie de labeur.

- A l'inverse, les frais d'impression n'ont pas connu une progression aussi élevée. Compte tenu de ce qui précède, on peut penser que le relatif "écrasement" de ce poste de dépense résulte d'efforts de modernisation et de mécanisation (photocomposition, fac-similé, informatique, etc...), qui permettent à la grande presse de compenser l'accroissement de ses charges salariales, au prix d'investissements parfois très élevés, que favorise la fiscalité actuelle (article 39bis du code général des impôts).

- L'évolution des frais de papier suit fidèlement, quant à elle, celle de la consommation de papier et l'on retrouve sur le graphique III l'effet des augmentations par à-coups du prix du papier journal (comparer avec le graphique IV), qui, après avoir décrû constamment de 1965 à 1973 en francs constants, a grimpé en flèche, en 1974 pour décroître de 1975 à 1977, puis remonter brutalement en 1978 pour atteindre à nouveau, pratiquement son niveau le plus élevé, observé en 1975.

Les frais de papier restent toutefois le poste de dépenses le moins élevé, la répartition entre les 3 grands postes distingués par cette analyse, n'ayant, finalement, que peu varié depuis 15 ans :

- . 20 % de papier
- . 30 % d'impression
- . 50 % d'autres frais (dont salaires pour moitié environ)

- L'évolution de la ventilation des charges totales de la presse par périodicité apparaît dans le tableau 9 ci-dessous :

/TABLEAU 9 / - Ventilation par périodicité

En millions de francs

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
* Quotidiens	1599	1643	1755	1951	2245	2374	2592	2804	3171	3691	4187	4784	5408	5812	6730
<i>Part dans l'ensemble des charges</i>	41 %	40 %	40 %	42 %	43 %	42 %	42 %	42 %	42 %	43 %	44 %	44 %	43 %	42 %	43 %
* Hebdomadaires	1299	1434	1518	1558	1690	1838	2015	2176	2429	2789	2997	3543	4123	4660	5164
<i>Part dans l'ensemble des charges</i>	34 %	35 %	35 %	33 %	32 %	33 %	33 %	33 %	32 %	32 %	31 %	32 %	33 %	33 %	33 %
* Autres périodiques	959	1075	1075	1135	1315	1433	1498	1679	1940	2147	2319	2606	2965	3431	3756
<i>Part dans l'ensemble des charges</i>	25 %	26 %	25 %	24 %	25 %	25 %	25 %	25 %	26 %	25 %	24 %	24 %	24 %	25 %	24 %

Ce tableau fait apparaître la grande stabilité de cette ventilation.

β) - Les produits

- Les produits significatifs d'un point de vue macro-économiques sont les recettes de ventes (au numéro et par abonnement), et les recettes de publicité et de petites annonces. En effet, l'enquête 1980 sur l'année de constat 1979 a permis d'établir qu'en moyenne les autres recettes ou produits des entreprises de presse ne représentaient même pas 1 % de l'ensemble des produits. Ceci mérite néanmoins d'être nuancé, en faisant observer qu'il n'est pas toujours facile pour les entreprises de presse ou pour le S.J.T.I. de ventiler certains produits (ou frais, d'ailleurs) non affectables à une publication déterminée, lorsque l'éditeur offre plusieurs titres sur le marché et dispose de services centraux ou communs. Notons au passage qu'il existe des dispositions fiscales ou des aides de l'Etat à la presse qui ne s'appliquent qu'au titre, tandis que d'autres s'appliquent à l'entreprise éditrice, ce qui ne simplifie pas la comptabilité des entreprises de presse ! Par ailleurs, certains éditeurs tirent des revenus non négligeables d'activités connexes, telles la revente d'informations, de droits divers, ou encore de prestations de services motivées par la recherche d'un engagement maximum de leur potentiel industriel (rotatives, réseaux, ...),

afin de rentabiliser au mieux leurs investissements. Signalons à ce sujet que nombre d'éditeurs de revues de petite ou moyenne importance, en province notamment, sont, en fait, imprimeurs de leur état, et, à l'inverse des grandes entreprises ou groupes de presse, cherchent à rentabiliser leur matériel d'imprimerie par l'édition - pratiquement à charge d'emploi pour certains - de périodiques locaux, de petites annonces gratuites par exemple.

- Les recettes tant de ventes que de publicité ont, comme les charges, crû globalement, en francs courants et en francs constants, depuis 1965, comme l'indiquent les tableaux 10, 11, 12 et 13 ci-dessous :

/TABLEAU 10 / - Ventilation des recettes par nature

	en millions de francs														
	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
* Recettes de publicité	1787	1895	2000	2109	2467	2530	2636	2954	3399	3538	3688	4405	5007	5625	6408
Part dans l'ensemble des recettes	44 %	44 %	43 %	40 %	42 %	42 %	41 %	41 %	42 %	39 %	37 %	38 %	38 %	39 %	39 %
* Recettes de ventes (2)	2247	2369	2645	3138	3458	3516	3737	4212	4745	5525	6329	7211	8120	8908	9984
Part dans l'ensemble des recettes	56 %	56 %	57 %	60 %	58 %	58 %	59 %	59 %	58 %	61 %	63 %	62 %	62 %	61 %	61 %
* Prix moyen pondéré (1) de l'exemplaire	0,52	0,54	0,59	0,73	0,79	0,84	0,91	1,07	1,17	1,41	1,68	1,84	2,02	2,29	2,55

(1) obtenu en divisant les recettes théoriques brutes par le nombre d'exemplaires diffusés (estimation moyenne de 15 % d'invendus).

(2) pour les années 1965 à 1970 il s'agit d'évaluations à partir des recettes théoriques brutes.

/TABLEAU 11 / - Ventilation des recettes par nature et du prix moyen de l'exemplaire, en indices

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
. Recettes de publicité	100	1060	1119	1180	1380	1416	1475	1653	1902	1980	2064	2465	2802	3148	3586
. Recettes de ventes	100	1054	1177	1396	1539	1565	1663	1874	2112	2459	2817	3209	3614	3964	4443
. Recettes totales	100	1057	1151	1301	1469	1499	1580	1776	2019	2247	2483	2880	3255	3603	4064
. Prix moyen pondéré	100	1038	1135	1404	1519	1615	1750	2058	2250	2712	3231	3338	3885	4404	4904
Prix en francs constants	100	1010	1059	1252	1272	1287	1322	1464	1491	1580	1685	1683	1690	1757	1766

/TABLEAU 12/ - Ventilation des recettes par nature en francs constants et en indices

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
. Recettes de publicité	100	1029	1055	1063	1162	1128	1113	1177	1260	1154	1076	1173	1219	1255	1291
. Recettes de ventes	100	1023	1109	1258	1295	1247	1255	1335	1400	1434	1469	1427	1572	1581	1600
. Recettes totales	100	1026	1085	1172	1236	1194	1192	1265	1338	1310	1295	1370	1416	1437	1463

/TABLEAU 13/ - Variations annuelles en francs courants

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
. Recettes de publicité	-	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
		6,0%	5,5%	5,4%	17 %	2,5%	4,2%	121%	151%	4,1%	4,2	19,4%	137%	123%	139 %
. Recettes de ventes	-	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
		5,4%	11,6%	18,6%	10,2%	1,7%	6,3%	127%	126%	16,4%	14,5%	13,9%	12,6%	9,7%	12,1 %
. Recettes totales	-	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
		5,7%	8,9%	13 %	12,9%	2,0%	5,4%	12,4%	13,6%	11,3%	10,5%	16,0%	13,0%	10,7%	12,8 %

Depuis 1965, les recettes de ventes n'ont cessé de croître régulièrement, à l'exception d'une légère baisse en 1970 (voir aussi graphique V). Si l'on superpose les graphiques des charges et des recettes (III et V), on peut observer que cette croissance est pratiquement égale à celle des "autres frais", tandis que le total des recettes compense presque exactement le total des charges, ce qui permet de penser que la situation économique de la presse n'est pas sensiblement différente de celle qu'elle connaissait en 1965 (grâce certainement à ses efforts de modernisation et d'utilisation des nouvelles technologies (cf supra:α). En outre, le graphique IV fait apparaître clairement que le prix moyen pondéré de vente d'un exemplaire a augmenté, en francs constants, plus vite que les principaux facteurs de coût. Ceci confirme l'analyse faite en a) et b), qui montre que la presse écrite a su faire "accepter" au lecteur le fait de payer plus cher ses périodiques en augmentant la "valeur ajoutée informationnelle", de façon à compenser l'accroissement des charges relatives à l'élaboration du support matériel proprement dit.

- L'évolution des recettes de publicité, en francs constants, a été plus capricieuse ; le niveau record observé en 1973 est pratiquement dépassé, et le niveau, également élevé, de 1968, est dépassé depuis 1976, après une chute en 1974 et 1975.

La répartition entre recettes de ventes et de publicité, qui ne varie pas de façon importante au cours de la période, semble toutefois indiquer un léger effritement de la part des recettes publicitaires, compensée par la part des recettes de ventes (respectivement 40 % et 60 % en 1979 contre 56 % et 44 % en 1965), ces dernières devenant majoritaires; phénomène pouvant peut-être s'expliquer par l'évasion d'une partie de la publicité vers d'autres supports.

La ventilation des recettes totales de la presse, relativement stable, est résumée dans le tableau 14 :

/TABLEAU 14 / - Ventilation par périodicité

	en millions de francs														
	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
* Quotidiens	1578	1641	1758	2050	2356	2452	2504	2984	3325	3784	4255	4934	5473	5893	6557
Part dans l'ensemble des recettes	39 %	39 %	38 %	39 %	40 %	41 %	39 %	42 %	41 %	42 %	43 %	41 %	40 %	40 %	40 %
* Hebdomadaires	1463	1553	1762	1931	2138	2025	2200	2367	2693	2995	3297	4308	4842	5513	6065
Part dans l'ensemble des recettes	36 %	36 %	38 %	37 %	37 %	33 %	35 %	33 %	33 %	33 %	33 %	36 %	35 %	38 %	37 %
* Autres périodiques	993	1070	1125	1266	1432	1569	1669	1815	2126	2284	2465	2813	3317	3149	3770
Part dans l'ensemble des recettes	25 %	25 %	24 %	24 %	24 %	26 %	26 %	25 %	26 %	25 %	25 %	23 %	25 %	22 %	23 %

γ) - Le solde d'exploitation

/TABLEAU 15 / - Charges et recettes

	en millions de francs														
	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
. Charges totales	3857	4153	4349	4644	5250	5645	6105	6660	7540	8626	9503	10930	12493	13903	16650
. Recettes totales	4034	4264	4645	5247	5925	6046	6373	7166	8144	9063	10017	11619	13129	14533	16392
. Solde	+177	+111	+296	+603	+675	+401	+268	+506	+604	+437	+514	+689	+636	+630	+742

Compte tenu des restrictions énoncées plus haut, il ne convient pas de tirer de conclusions hâtives des données collectées par le S.J.T.I. figurant sur le tableau 15. Nous nous bornerons à indiquer que le "solde d'exploitation apparent", au sens de l'enquête, n'évolue pas de façon significative, non plus que le nombre de titres ou de "grands titres".

δ) - La tendance sur la période de 1965 à 1979

Concluons enfin cette brève étude sur l'évolution de la presse écrite en faisant observer que l'année 1975 semble avoir marqué la fin d'une certaine précarité de sa situation économique, voire d'un léger déclin, puisque depuis cette date, au contraire, l'évolution des diverses grandeurs observées semble converger vers une tendance au retour vers une relative stabilité, et une situation globalement comparable à celle du début de la période, se caractérisant essentiellement par une compensation des recettes de publicité par les recettes de ventes, résultant d'un intérêt accru des Français pour leurs périodiques. Il faut enfin se garder d'extrapoler ces tendances pour l'avenir, l'avènement des nouvelles techniques risquant d'apporter une transformation à la structure financière de l'entreprise de communication.

2. Les périodiques (autres que les journaux)

Le marché des périodiques représente un tirage total annuel de l'ordre de 3,6 milliards d'exemplaires. La croissance au cours des six dernières années est restée modeste (1,3 à 1,4 par an en moyenne).

Quatre tendances principales peuvent se dégager :

- des perspectives favorables pour la presse technique et spécialisée,

5 - SYNTHÈSE SUR LES TENDANCES D'ÉVOLUTION DE LA PRESSE
 FRANÇAISE À MOYEN TERME

Les résultats de l'enquête sur l'année de constat 1979 rejoignent les observations dont dispose par ailleurs le S.J.T.I. qui tendent à confirmer la relative stabilité du secteur de la presse, prise dans son ensemble.

a. Les quotidiens

La tendance à la baisse du tirage des quotidiens apparue après 1967, semble persister, malgré l'augmentation de la population adulte. L'inflation a conduit, dès la libération du prix de vente des quotidiens en Octobre 1967, à un rattrapage, puis à des réajustements fréquents, si bien que les pertes de lecteurs de 5 à 10% qui accompagnent automatiquement les hausses n'ont souvent pas pu être totalement récupérées. Le tirage total annuel avoisine les 3,6 milliards d'exemplaires.

Globalement, le tassement du tirage et de la diffusion affecte principalement la presse quotidienne de Paris qui subit la double concurrence des périodiques et de la radio-télévision.

Il est difficile d'augurer un redressement de la courbe, malgré les suppléments du samedi et les gains (de 10 à 20 %) qui en résultent par rapport à la situation antérieure.

Les chiffres paraissent meilleurs en province, où la presse quotidienne reste encore maîtresse sur son terrain : le caractère régional et local de la majeure partie de ses informations a semble-t-il, atténué la concurrence audiovisuelle dans ses modalités actuelles.

b. Les périodiques (autres que quotidiens)

Le marché des périodiques représente un tirage total annuel de l'ordre de 3,6 milliards d'exemplaires. Sa croissance au cours des dix dernières années est restée modeste (1,5 % par an en moyenne).

Quatre tendances principales peuvent se dégager :

- des perspectives favorables pour la presse technique et spécialisée,

- une stagnation de la presse d'information générale et politique (les "news" semblent avoir fait le plein de leurs lecteurs),
- une diminution des magazines illustrés, de la presse féminine et de la presse pour la jeunesse,
- un développement de titres destinés aux catégories sociales les plus aisées (qui bénéficient de recettes publicitaires plus élevées que les autres).

A moyen terme, les possibilités de croissance de la presse périodique apparaissent en définitive moyennes.

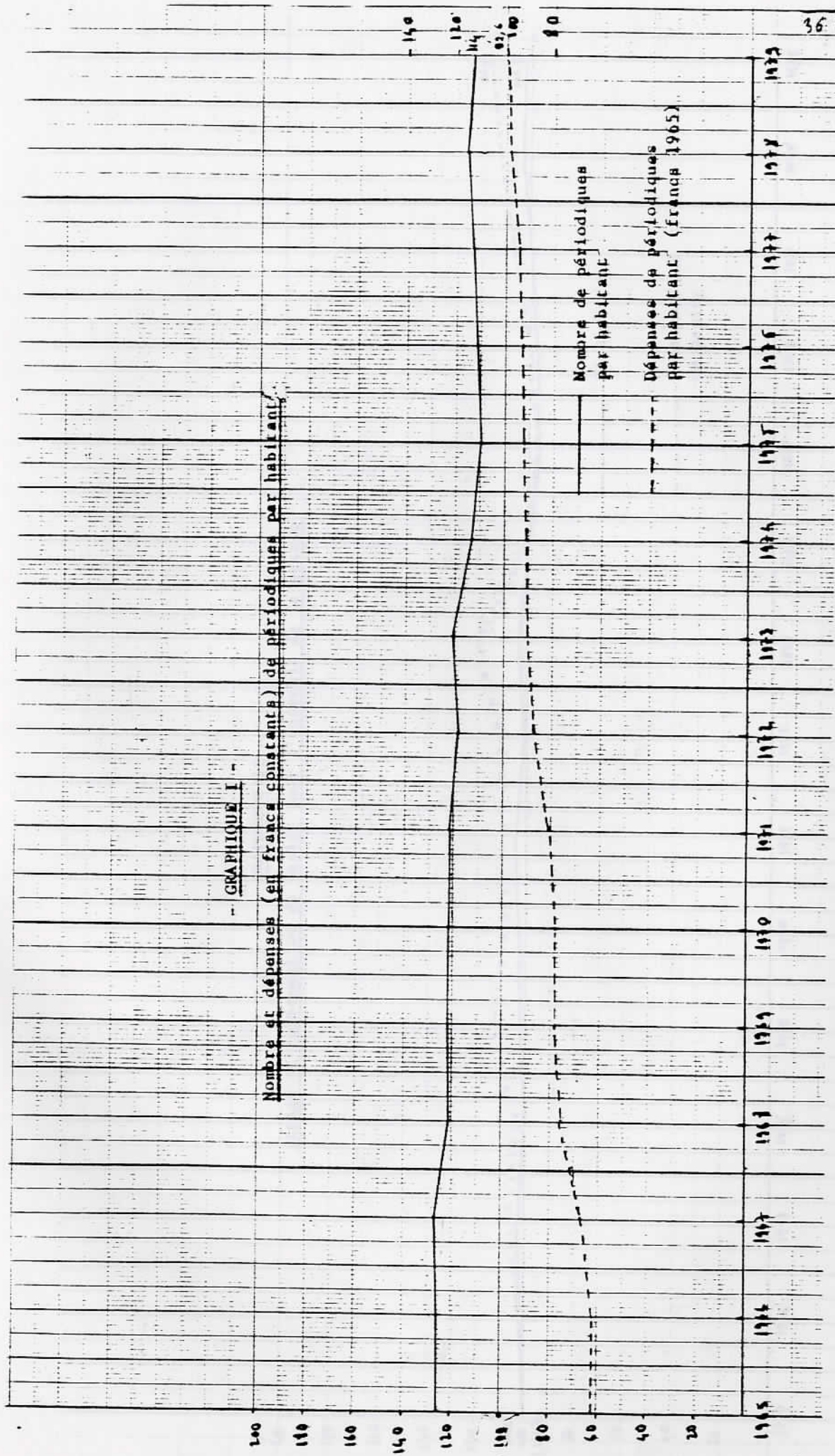
c. L'avenir de la presse

La presse, dans son ensemble, paraît avoir su trouver un point d'équilibre relatif grâce, semble-t-il, à un changement de mentalité du lecteur français, qui achète moins de titres qu'il y a 15 ans mais accepte cependant une dépense accrue de moitié sur la même période pour son budget presse. Il semble ainsi rechercher, à travers divers supports, moins la quantité d'informations qu'une information de qualité, adaptée à ses besoins. Peut-être la presse écrite pourra-t-elle grâce à cela, mieux se préparer et s'adapter au nouveau contexte de "l'économie de l'information" dans lequel elle devra évoluer au cours de la prochaine décennie.

NOTA : il convient de rappeler au lecteur que cette étude macroéconomique ne peut rendre compte, cas par cas, de la situation de chaque catégorie de presse. Si l'étude fine des données recueillies par l'enquête montre qu'elles restent significatives dans le cadre d'analyses détaillées, peut-être le Service Juridique et Technique de l'Information pourra-t-il publier dans son prochain "Presse et Statistiques" un ensemble de résultats retraçant les évolutions comparées des diverses formes de presse habituellement distinguées.

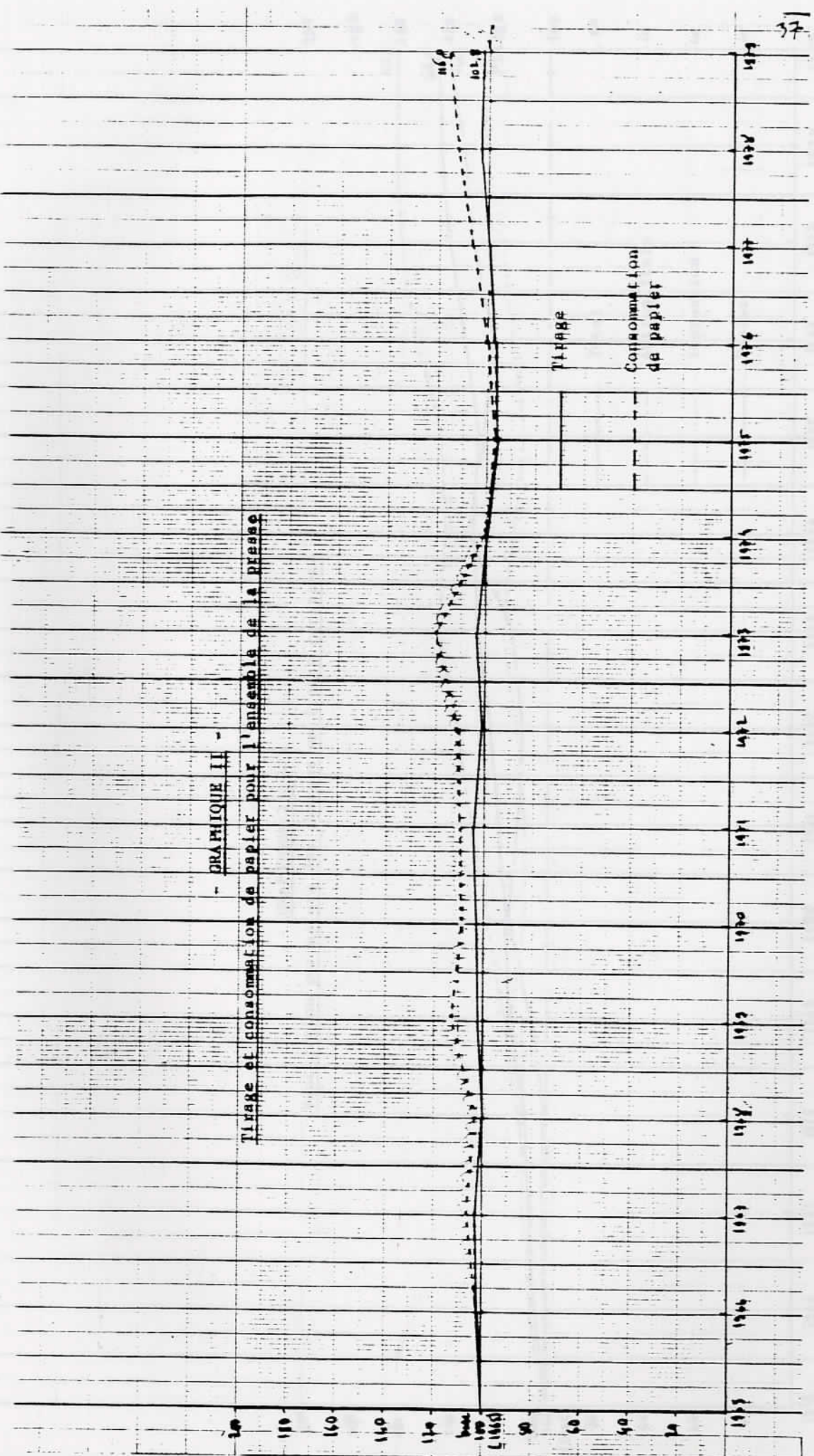
--- GRAPHIQUE I ---

Nombre et dépenses (en francs constants) de périodiques par habitant.

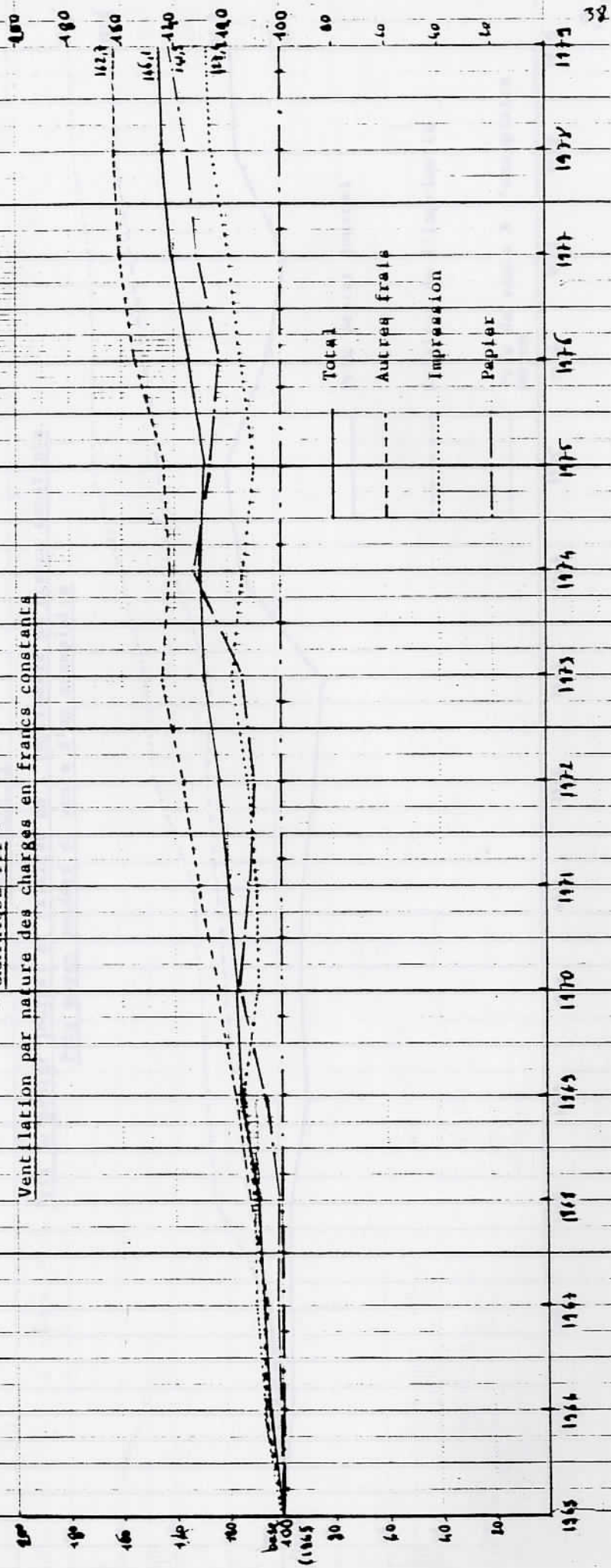


- DRAPIQUE II -

Tirage et consommation de papier pour l'ensemble de la presse

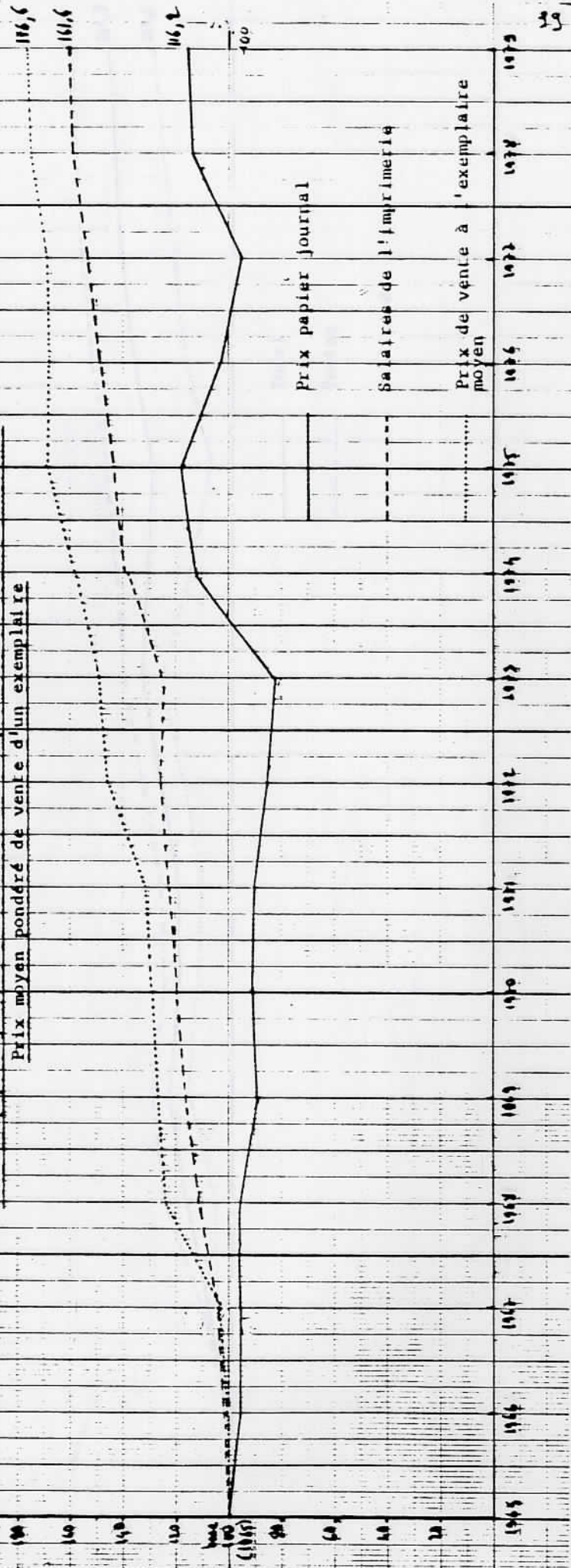


- GRAPHIQUE III -
Ventilation par nature des charges en francs constants



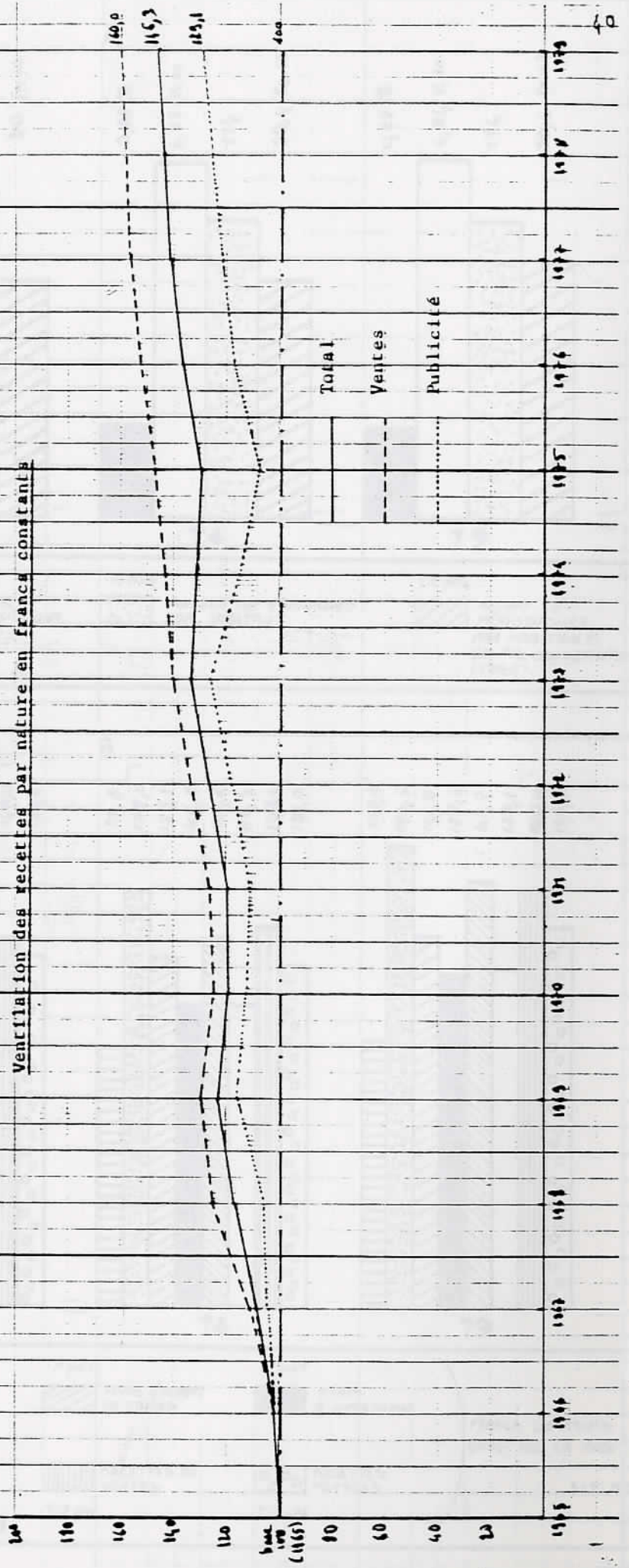
GRAPHIQUE IV -

Prix du papier journal et salaires de l'imprimerie en francs constants
 Prix moyen pondéré de vente d'un exemplaire



GRAPHIQUE V

Ventilation des recettes par nature en francs constants



GRAPHIQUE VI

